



LES SUITES DE L'AFFAIRE DONFUT



## Di Rupo excédé : "Ça suffit"

Francis Van de Woestyne

Mis en ligne le 15/05/2009



**Le président du PS, Elio Di Rupo, dénonce "l'acharnement dont le PS est la victime." Il y a aussi, dit-il, des indélicatesses ailleurs...**

- [Fonck envisage de porter plainte contre Donfut](#)
- [Edito: Elio et les braconniers](#)
- [Chastel sur la sellette](#)
- [Chez Ecolo, il y a des distraits](#)
- [Marcourt, un cas d' école](#)
- [Van Cau : un cran plus haut](#)
- [PDF: La liste des mandats publiée au Moniteur](#)

Montré du doigt, soupçonné d'une trop grande complaisance à l'égard de certains ministres qui cumulent d'autres fonctions, le président du Parti socialiste, riposte.

*Quand avez-vous été informé de l'existence de la société de Didier Donfut et des prestations qu'il facturait aux intercommunales ?*

Je savais, depuis un certain temps, que Didier Donfut avait une société. J'avais toujours imaginé que les ministres qui disposaient d'une société, n'interféraient pas dans leur gestion. On a reçu le 23 mars un dossier transmis par un Monsieur que je connais très bien (NdLR: Nicolas Dubois). Nous avons eu des difficultés avec lui parce qu'il voulait une promotion au Forem J'ai transmis ce dossier au secrétaire général qui l'a transmis au comité d'audit. Le dossier Donfut m'est revenu avec un feu vert. Mardi matin, j'ai lu "La Libre". J'ai pris contact avec Donfut. Il a vu le président du comité d'audit du PS. À 14 heures 30, Didier Donfut avait démissionné. Les procédures ont été respectées et notre réaction a été très efficace à partir du moment où nous avons toutes les données.

*Il est étonnant que vous ne disposiez pas de ces données...*

Les données de "La Libre" étaient nettement plus précises avec des montants qui ont fait hurler plus d'une personne. Le comité d'audit ne les connaissait pas.

*Didier Donfut a donc caché la réalité...*

Il est vraisemblable que lors de la première comparution de Didier Donfut au comité d'audit, en mars, toutes les informations n'aient pas été fournies.

*Le comité d'audit a mal fonctionné ?*

Je n'appartiens pas à ceux qui tirent sur les uns et les autres. À la lumière de cet accident, je regarderai - mais dans la sérénité - les missions, les modalités de travail du comité d'audit de manière à appréhender de manière plus directe ce genre de questions éthiques. Je tirerai les leçons de ce qui s'est produit pour faire évoluer les procédures internes.

*Il apparaît quand même que le système de Didier Donfut était illégal ?*

Il ne m'appartient pas de juger, maintenant. Notre bonne foi ne peut être mise en cause. Mais la démission s'imposait : c'est ce qui a été fait, dans des délais jamais connus à ce jour.

*Vous êtes fragilisé : avant les "affaires" touchaient des personnes assez éloignées. Didier Donfut vous est proche...*

C'est tout le contraire. J'ai reçu des dizaines de messages de sympathie. Notre sentiment est, bien entendu, qu'il y a eu un accident sérieux. Mais nous faisons face avec dignité. Il y a des gens indéclicats qu'il faut sanctionner. Mais pourquoi tire-t-on sur le Parti socialiste en épargnant, de manière inimaginable toutes les autres formations politiques ? Nous ne sommes pas des délateurs, nous ne nous complaisons pas dans la boue. Maintenant, je le dis, avec humilité mais fermeté : ça suffit ! J'entends qu'on nous respecte avec dignité. Je veux un combat d'idées. On peut parler jusqu'au 7 juin de l'affaire Donfut. Mais peut-être serait-on mieux inspiré en parlant des vrais enjeux de la campagne, tant à Bruxelles qu'en Wallonie. Il faut cesser cet acharnement.

*Quel acharnement ?*

Je comprends le travail des journalistes. Chacun fait son travail, "La Libre" en particulier. Je vous dis d'ailleurs "très bien" et à la limite "bravo". Maintenant, il faut aller au cœur du sujet. Les citoyens veulent de connaître les projets politiques.

*Qu'est-ce qui vous permet de dire que ces situations existent dans d'autres partis ?*

On me dit que des anciens ministres travaillent pour des entreprises qui ont été aidées en leur temps, on me dit que des sociétés privées créées par d'anciens ministres profitent des liens qu'ils avaient autrefois. Moi je rappelle que quand on a révélé qu'un ministre-président libéral bruxellois ne payait pas ses impôts, le président du PS n'a jamais eu, à son propos, aucun mot désobligeant. On ne tire pas sur l'ambulance. J'ai le sens de la dignité. Il faut combattre les idées, pas les personnes. Depuis 48 heures, on nous prend pour cible de manière excessive.

*Au PS, tout le monde est "clean" ? Il n'y aura plus d'autres affaires Donfut ?*

On l'espère. Je n'ai pas mis une puce électronique dans le cerveau de chacun des membres du PS ni une camera pour suivre chaque individu. Il y a des règles et chacun doit les suivre. Il faudra aller plus loin et tenir compte des activités..

*Jean-Claude Marcourt, ministre wallon de l'Emploi, est resté président de la Socofe jusqu'au 20 avril dernier...*

À mes yeux, cela ne sera plus possible. Etre ministre, c'est une fonction exclusive qui exclut toute autre activité de quelque nature que ce soit privée ou publique. Cela dit, je ne comprends pas pourquoi ne parlez-vous que de Jean-Claude Marcourt et pas d'Olivier Chastel, pourquoi, pourquoi ? Il est secrétaire d'Etat lui, non ? Arrêtez de vous moquer de moi Chastel est aussi administrateur de la Socofe, non ? Il a aussi des mandats chez Publi-T ou encore chez Publigaz, non ? Pourquoi vous n'en parlez-pas ? Et quand Josly Piette a été ministre de l'Emploi, il est aussi resté administrateur chez Socofe. Je n'ai jamais lu une ligne là-dessus ! Pourquoi ? Pourquoi publiez-vous des photos de Jean-Claude Marcourt et pas des autres ? Si l'on fixe des règles, elles doivent être valables pour tout le monde, qu'on soit président ou administrateur. C'est pénible, pour nous d'être attaqué alors qu'il y a tout le reste. Pourquoi n'allez-vous pas voir dans les autres partis ?

*Jean-Claude Marcourt redeviendra président de la Socofe le 8 juin ?*

Marcourt ne sait pas quel est son destin politique. S'il devait redevenir ministre, je prends l'engagement qu'aucun ministre socialiste, sous quelque forme que ce soit n'exerce quelle que fonction que ce soit en dehors de sa fonction ministérielle.

*C'est un peu tardif, non ?*

Non. Nous pensions que c'était le cas.